



HAL
open science

Approches en termes de systèmes alimentaires et territoires au Brésil

Eric Sabourin, Catia Grisa, Renato Sérgio Maluf, Ludivine Eloy

► **To cite this version:**

Eric Sabourin, Catia Grisa, Renato Sérgio Maluf, Ludivine Eloy. Approches en termes de systèmes alimentaires et territoires au Brésil. PULM et ART Dev. Systèmes alimentaires et territoires au Brésil, 1, PULM, pp.17 - 35, 2023, Territoires en Mutation, 978-2-36781-483-4. hal-04429198

HAL Id: hal-04429198

<https://hal.science/hal-04429198>

Submitted on 31 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Catia GRISA,
Éric SABOURIN,
Ludivine ELOY
& Renato MALUF



SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET TERRITOIRES AU BRÉSIL



Presses universitaires de la Méditerranée

Systemes alimentaires et territoires au Brésil

Collection « Territoires en mutation »

Directeur de collection
Cyrille FERRATON

Comité scientifique

Patrice CARO, directeur du centre associé au Céreq, ESO UMR 6590, F14000, Caen, France ; Genevieve CORTES, Univ Paul Valéry Montpellier 3, Univ Montpellier, Univ Perpignan, CNRS, CIRAD, ART Dev UMR 5281, F34000, Montpellier, France ; Stephane GHIOTTI, Chargé de recherche CNRS, ART Dev UMR 5281, F34000, Montpellier, France ; Maud HICZAK, Univ Aix-Marseille Université, Lest CNRS UMR 7317, F13621, Aix en Provence, France ; Cecile JOUHANNEAU, Univ Paul Valéry Montpellier 3, Univ Montpellier, Univ Perpignan, CNRS, CIRAD, ART Dev UMR 5281, F34000, Montpellier, France ; Sofiane TAHI, Univ de Picardie Jules Verne, directeur de l'IUT de l'Oise, F60000, Beauvais, France ; Delphine VALLADE, Univ Paul Valéry Montpellier 3, Univ Montpellier, Univ Perpignan, CNRS, CIRAD, ART Dev UMR 5281, F34000, Montpellier, France ; David VALLAT, Sciences Po Lyon, EA 3713 rattachée à l'IAE Lyon School of Management, Univ de Lyon, Jean Moulin, F69007, Lyon, France.

La collection « Territoires en mutation » publie des travaux, études ou essais privilégiant les approches sociales, économiques, culturelles ou encore politiques du territoire.

Elle est ouverte à des thématiques variées : dynamiques rurales, urbaines et périurbaines, environnement et ressources naturelles, inégalités et développement, cultures et représentations, etc. La collection, portée par l'équipe ART-Dev, entend valoriser les apports de la géographie et de l'aménagement mais également ceux des autres sciences sociales qui alimentent le débat aujourd'hui sur la recomposition des territoires et leurs enjeux à venir.

Collection « Territoires en mutation »

Systemes alimentaires et territoires au Brésil

Catia GRISA, Éric SABOURIN,
Ludivine ELOY et Renato MALUF

2023

PRESSES UNIVERSITAIRES DE LA MÉDITERRANÉE

Mots-clés :
Brésil, marchés, organisations, politiques publiques, systèmes alimentaires, territoires.

Illustration de couverture :
Fabrication de farine de manioc dans un village quilombola du Jalapão, Tocantins, Brésil.
Photographie Ludivine Eloy, 2014.

ISBN 978-2-36781-483-4
Tous droits réservés, PULM, 2023.

Sommaire

<i>Remerciements</i>	9
Hervé THÉRY <i>Préface</i>	11
Éric SABOURIN, Catia GRISA, Renato S. MALUF et Ludivine ELOY <i>Introduction. Approches en termes de systèmes alimentaires et territoires au Brésil</i>	17

Systèmes alimentaires et analyse des dynamiques territoriales

Ludivine ELOY, Valdemar J. WESZ Junior et Eve-Anne BÜHLER <i>L'expansion de l'agro-industrie du soja en Amérique du Sud. Une proposition méthodologique à partir de l'approche territoriale</i>	37
Karina KATO, Nelson Giordano DELGADO et Jorge O. ROMANO <i>Dynamiques récentes de territorialisation et déterritorialisation et processus de construction de la résilience dans le territoire de la Borborema (Paraíba)</i>	59
Andréia TECCHIO, Leticia Andrea CHECHI, Leonardo MOURA DE SOUZA, Giovana PALUDO GIOMBELLI, Ademir Antonio CAZELLA et Valdete BONI <i>Marques collectives et panier de biens et services territorialisés. Actions de développement territorial durable dans l'ouest de Santa Catarina</i>	87
Giovana PALUDO GIOMBELLI, Valdete BONI, Andréia TECCHIO, Ademir Antonio CAZELLA, Fábio Luiz BÚRIGO et Marcelo Antônio CONTERATO <i>Construire la gouvernance de systèmes agro-alimentaires et de politiques publiques territorialisées. Le cas d'une coopérative de crédit rural dans la région ouest de Santa Catarina</i>	107

Les systèmes alimentaires, les marchés et l'organisation collective

Emilia JOMALINIS et Renato S. MALUF <i>Chaînes de supermarchés et dynamiques socio-spatiales dans la municipalité de Rio de Janeiro. Inégalités et commerce alimentaire de détail</i>	131
Natalia SALVATE et Sergio SCHNEIDER <i>L'anatomie des marchés ancrés. Proposition méthodologique pour l'étude des marchés</i>	157
Camila LAGO BRAGA et Catia GRISA <i>Systèmes alimentaires durables et achats publics alimentaires dans les restaurants universitaires de São Luís-Maranhão. Une proposition méthodologique</i>	181
Sílvia A. ZIMMERMANN, Dirceu BASSO, Régis DA CUNHA BELEM, Valdemar João WESZ Júnior et Pietra Regina DE OLIVEIRA VACARIN <i>Marchés de producteurs à la triple frontière argentine, brésilienne et paraguayenne. Réflexions sur les systèmes agroalimentaires localisés</i>	201
Marcos CATELLI ROCHA, Fábio Luiz BÚRIGO, Anderson ROMÃO, Ademir Antonio CAZELLA et Adevan DA SILVA PUGAS <i>Processus d'inter-coopération des producteurs et des consommateurs. Stratégies d'expansion des systèmes alimentaires durables</i>	219
Maycon N. Schubert, Paulo A. Niederle, Luiza M. Tavares, Viviane CARRION CASTANHO et Samile Andrea DE SOUZA VANZ <i>Le tournant praxéologique dans les études alimentaires</i>	241
<i>Références bibliographiques</i>	261
<i>À propos des auteurs</i>	303

Remerciements

Les résultats présentés dans cet ouvrage ont été réunis dans le cadre du projet de recherche « Systèmes agroalimentaires et politiques publiques : théories et méthodes pour l'analyse d'expériences nationales et internationales » financé par le programme CAPES-COFECUB pour la période 2020 à 2023 sous le numéro Sh 960/20. Ce programme associe la Coordination du perfectionnement du personnel de l'enseignement supérieur (CAPES — Brésil) et le Comité français d'évaluation de la coopération universitaire et scientifique avec le Brésil (COFECUB — France).

Hervé THÉRY

Géographe, Directeur de recherche émérite au C.N.R.S.-Creda, Professor na Universidade de São Paulo (U.S.P.-P.P.G.H.), Co-cordinateur de la revue Confins (confins.revues.org)

Préface

Opportunité

Ce livre donne tout son sens au mot « opportunité », tel qu'il est défini sur le site du C.N.T.R.L. (Centre national de ressources textuelles et lexicales, www.cnrtl.fr/definition/opportunit%C3%A9). Il y est illustré par une citation de Victor Hugo « Je resterai juge et maître, et seul juge et seul maître, de la convenance et de l'opportunité de cette publication » (Hugo, *Corresp.*, 1866, p. 518).

C'est bien le cas de celle-ci, et l'on ne peut que reconnaître, comme le fait le paragraphe suivant, que ses auteurs ont eu « le sens de l'opportunité », celui « savoir d'instinct ce qu'il convient de faire dans telle situation ». Et saisir une « occasion ou circonstance favorable », au sens métonymique qui « se répand de plus en plus, surtout dans la presse, sous l'influence de l'anglais », et qui « est condamné par les puristes qui recommandent d'employer plutôt occasion, possibilité, voire perspective ».

L'opportunité, donc, de cette publication vient de ce que — alors que le Brésil est souvent présenté comme « la ferme du monde » parce qu'il est un grand exportateur de produit agricoles — les indices d'insécurité alimentaire y sont repartis à la hausse, à l'opposé de ce qui avait été observé depuis 2003. Cette évolution a été aggravée par la pandémie du Covid-19 qui a « démontré la vulnérabilité du système alimentaire mondial, centralisé et dépendant de longues chaînes de production-consommation » et « mis en évidence les avantages des systèmes alimentaires locaux, ancrés dans des circuits de commercialisation plus courts, élaborés à partir de ressources locales et mobilisés dans des réseaux territoriaux ».

La situation est d'autant plus grave qu'en outre, profitant du soutien implicite et parfois explicite que lui donne le gouvernement de Jair Bolsonaro, le secteur de l'agrobusiness a cherché par tous les moyens à obtenir le démantèlement des politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale, de l'agroécologie, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'environnement. Ces tentatives se sont heureusement

heurtées aux « actions construites par les gouvernements des États fédérés, des municipalités et des consortiums territoriaux (communautés de communes) » et à « un activisme alimentaire croissant des organisations de la société civile pour la construction de pratiques pour la justice et l'équité alimentaires ».

Le livre vient donc au bon moment pour faire le point sur la situation la plus actuelle, c'est d'autant plus remarquable qu'il est le résultat d'un travail de plusieurs années mené en collaboration par des chercheurs brésiliens et français, dans le cadre du projet « Systèmes agroalimentaires et politiques publiques : théories et méthodes pour l'analyse d'expériences nationales et internationales », dans le cadre de l'accord CAPES-COFECUB (qui associe la Coordination du perfectionnement du personnel de l'enseignement supérieur (CAPES — Brésil) et le Comité français d'évaluation de la coopération universitaire et scientifique avec le Brésil (COFECUB — France).

Comme ils l'indiquent dans l'introduction,

L'objectif du projet est de systématiser et produire des approches théorico-méthodologiques pour analyser les systèmes alimentaires et les politiques publiques qui les concernent. L'accent du projet est mis sur la diversité de l'agriculture familiale, les interactions entre zones urbaines et rurales et entre territoires, afin de construire des systèmes alimentaires plus durables.

Le livre — et c'est une de ses d'originalités remarquables — contient à la fois une série d'études de cas de situations spécifiques et des réflexions théoriques et méthodologiques de haut niveau, appuyées sur une bonne connaissance de la littérature scientifique internationale. Il réunit trente auteurs en dix chapitres répartis autour de deux grandes thématiques. La première partie analyse les systèmes alimentaires et les dynamiques territoriales, les auteurs y traitent des processus de territorialisation liés aux produits de l'agriculture familiale. La seconde — mais les deux parties sont évidemment intimement liées — porte sur les marchés de producteurs et de proximité, les achats publics aux agriculteurs, les inégalités d'accès aux réseaux de supermarchés, le rôle des coopératives de commercialisation et de consommateurs dans la structuration des filières agro-alimentaires locales et des études sur les pratiques alimentaires.

Il n'est évidemment pas question ici de résumer les multiples apports et les nuances de ces chapitres mais du moins peut-on en souligner quelques points. Le premier point montre bien, alors qu'on les oppose toujours radicalement, qu'il peut y avoir parfois une coexistence des systèmes agro-alimentaires de l'agro-business et de l'agriculture familiale, en l'occurrence par l'analyse socio-spatiale de l'expansion de l'agro-business du soja entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay. Il apporte de surcroît, dans trois encadrés intitulés « Point méthodo », de très utiles

indications pratiques qui forment une sorte de petit *vade mecum* du travail de terrain, qui sera sûrement très utile. Le deuxième point traite de la résilience des systèmes alimentaires locaux liés à la production familiale dans le Nordeste du Brésil, plus précisément dans le territoire semi-aride de la Borborema (Paraíba), il montre qu'ils ont pu en effet résister, dans un milieu difficile aux alternances entre dynamiques de territorialisation et de déterritorialisation.

Les deux chapitres suivants ont pour cadre géographique l'ouest de l'État de Santa Catarina, une région où prédomine l'agriculture familiale et que « les luttes contre les différentes formes d'oppression ont transformé [...] en une pépinière de mouvements sociaux ». Le premier détaille les processus et les effets de la création et de la diffusion de la marque *Sabor colonial*, appuyés sur une politique de développement territorial de petites agro-industries rurales. Le second cas, fondé lui aussi sur l'approche théorico-méthodologique du Panier de biens et services territorialisés (P.B.S.T.), est celui de la CREDISEARA.

Il montre bien que c'est la présence de l'agriculture familiale qui « a rendu possible la création de grandes entreprises agroalimentaires, notamment pour l'abattage et la transformation des volailles et des porcs » mais que « l'expansion de ces agro-industries a également conduit à une sélection des agriculteurs participant aux dispositifs de production intégrée à des industries ». Comme « les grandes coopératives agricoles de la région [...] ont investi dans des stratégies mercantiles et de gouvernance similaires à celles des firmes privées », les exclus ont dû chercher d'autres voies et « dans les années quatre-vingt-dix, les actions de mobilisation sociopolitique [...] ont donné naissance à de nouvelles institutions visant à construire des projets alternatifs de développement rural ». Parmi les expériences les plus expressives, les auteurs soulignent la création d'organisations de conseil politique et technico-organisationnel, « notamment l'Association des petits agriculteurs de l'ouest *catarinense* (APACO), créée en 1989 à Chapecó, municipalité-pôle de la région ».

On leur doit la mise en œuvre d'autres systèmes de production, comme la culture du bambou, des noix, des pitayas et d'autres espèces fruitières, ainsi que l'élevage de bovins de race Montbéliard, une « mesure a permis d'améliorer le rendement et, surtout, le goût des fromages fabriqués à partir du lait cru d'animaux de cette race ». La vie associative de cette région et de toute évidence foisonnante et on ne résistera pas au plaisir de citer quelques-uns des participants du Forum des Entités de l'agriculture familiale de Seara : la « Forteresse du fromage au lait cru de *Slow Food* » (mise en place en 2017, elle visait à organiser les producteurs de fromage au lait cru), la « Route touristique saveurs et savoirs dans la Vallée des Papillons », et l'« Association nationale des phytothérapeutes, psychanalystes et producteurs de fleurs populaires, traditionnelles et culturelles du Brésil (ANAFIP) ».

La seconde partie, sur « Les systèmes alimentaires, les marchés et l'organisation collective », s'ouvre sur une analyse socio-spatiale des réseaux de supermarchés à Rio de Janeiro. Selon ses auteurs,

[...] la question principale qui guide la réflexion proposée est de vérifier comment l'organisation actuelle de la vente au détail alimentaire, avec une attention particulière aux pratiques et stratégies des chaînes de supermarchés, (re)produit des dynamiques socio-spatiales dans les territoires de Rio de Janeiro.

Le chapitre suivant est une approche méthodologique de la notion de marché ancrés (*nested market*) à partir de références issues de la littérature internationale, mais avec le souci de l'adéquation de la proposition théorique à la réalité brésilienne. Elle est donc appliquée à trois marchés agroalimentaires au Brésil : à celui des fraises à Agudo, aux marchés biologiques de Porto Alegre (tous deux dans l'État de Rio Grande do Sul) et au marché de l'agrotourisme à Venda Nova do Imigrante (dans l'État d'Espírito Santo).

Plus original, puisqu'il utilise le monde universitaire lui-même comme terrain d'expérimentation, est le chapitre qui évalue la durabilité des programmes d'achats publics d'aliments destinés aux restaurants universitaires de la ville de São Luís du Maranhão. Il se propose de

[...] construire une méthodologie adaptée au contexte brésilien (et en particulier celui de la capitale du Maranhão) pour mesurer la contribution des achats publics des aliments à la promotion de systèmes alimentaires durables.

Il y a en effet matière à expérimentation puisqu'en 2019, plus de dix millions de *Reais* « ont été mobilisés en achats publics alimentaire dans les restaurants universitaires de São Luís, avec l'offre d'environ deux millions de repas (petits déjeuners, déjeuners, dîners et collations) ».

Un autre terrain d'expérimentation original et celui de la triple frontière entre Argentine, Brésil et Paraguay, autour des chutes d'Iguaçu, qui attirent (ou du moins attiraient avant la pandémie) des foules de touristes. Sur la base de l'étude détaillée de trois marchés auxquels participent des agriculteurs (à Puerto Iguazu, Ciudad del Este et Foz do Iguaçu), le chapitre montre que la consommation alimentaire causée par cet afflux « n'interagit pas nécessairement avec les marchés alimentaires et les circuits courts présents dans ces trois communes », alors que « les expériences analysées montrent qu'une partie importante des consommateurs pourrait être mieux servie par les marchés des trois communes, soit dans les différents quartiers des communes, mais aussi le public touristique ».

Revenant dans le Santa Catarina — décidément un terrain privilégié d'observation — le chapitre suivant examine « la montée en puissance et

la durabilité des systèmes alimentaires localisés, à partir des processus de collaboration » dans le cas du système de coopératives de crédit à interaction solidaire (Cresol), et plus particulièrement la coopérative primaire *Cresol Vale Europeu* (C.V.E.), dans les communes d'Águas Mornas, Botuverá, Ituporanga, São João do Itaperiú et Schröder.

Pour ses auteurs « ce chapitre révèle combien ce thème est encore absent des préoccupations et des actions considérées comme prioritaires par les dirigeants et les employés de la C.V.E. » alors que « les canaux de commercialisation des aliments biologiques, agroécologiques ou non conventionnels se sont révélés prometteurs dans sa zone de couverture ».

Le livre se termine sur un chapitre purement méthodologique qui vise à « mettre en évidence la façon dont le “tournant praxéologique” se présente à ce domaine d'études ». Fondé sur l'analyse des articles publiés entre 1990 et 2021 dans six référentiels scientifiques sa « principale contribution a été de souligner comment, depuis 2006, il y a eu un intérêt croissant pour ce mouvement dans les études alimentaires ».

On voit donc que l'ouvrage donne, dans la plupart des cas à partir d'exemples précis, des contributions précieuses à des débats en cours dans la société brésilienne actuelle. Il montre bien que « l'approche du développement territorial a gagné en importance en tant que cadre analytique pour penser les zones rurales ». Mais pour qu'elle soit efficace les auteurs soulignent « l'importance de prendre en compte l'histoire agraire et de spatialiser les phénomènes dans les territoires étudiés » car « la géographie de la société résonne dans ses modes de fonctionnement, c'est-à-dire qu'elle est un élément constitutif et (re)producteur des processus » et trop souvent encore « en ne prenant en compte que la localisation des entreprises et le marché foncier, l'espace n'est souvent pas considéré comme un territoire qui contient une histoire, une diversité de ressources et de relations de pouvoir ». L'auteur de ces lignes ne peut évidemment qu'être d'accord avec ces affirmations...

Introduction

Approches en termes de systèmes alimentaires et territoires au Brésil

Cet ouvrage collectif constitue le premier produit commun du projet « Systèmes agroalimentaires et politiques publiques : théories et méthodes pour l'analyse d'expériences nationales et internationales » financé par la Coordination du perfectionnement du personnel de l'enseignement supérieur (CAPES, Brésil) et le Comité français d'évaluation de la coopération universitaire et scientifique avec le Brésil (COFECUB, France). Ce projet est coordonné par l'Unité mixte de recherche (U.M.R.) Acteurs, ressources et territoires dans le développement (ART Dev — Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, CIRAD ; Centre national de la recherche scientifique, C.N.R.S. ; université Paul-Valéry Montpellier 3, université de Montpellier-MUSE et université de Perpignan) pour la France et par l'université fédérale du Rio Grande do Sul (U.F.R.G.S.) pour le Brésil, associant des équipes de l'université fédérale de Santa Catarina (U.F.S.C.), l'université fédérale rurale de Rio de Janeiro (U.F.R.R.J.) et de l'université de l'intégration latino-américaine (UNILA).

L'objectif du projet est de systématiser et produire des approches théorico-méthodologiques pour analyser les systèmes alimentaires et les politiques publiques qui les concernent. L'accent du projet est mis sur la diversité de l'agriculture familiale, les interactions entre zones urbaines et rurales et entre territoires afin de construire des systèmes alimentaires plus durables.

Le but de cet ouvrage, construit à partir de diverses études de cas conduites par les chercheurs du projet est de présenter un état des lieux des dynamiques territoriales et collectives des systèmes alimentaires brésiliens. Il s'agit d'un état des lieux partiel à partir des études de cas conduites au Brésil par les chercheurs du projet en matière de dynamique des systèmes alimentaires. Il articule une série d'études de cas de situations spécifiques, avec des réflexions théoriques et méthodologiques, sans prétendre à l'exhaustivité ni à faire le tour de ce vaste sujet et objet au Brésil.

L'ouvrage réunit trente auteurs et dix chapitres répartis autour de deux grandes thématiques : 1) les systèmes alimentaires et les dynamiques territoriales : les auteurs traitent des processus de territorialisation liés aux produits de l'agriculture familiale, à leur processus de qualification-organisation des acteurs et à la concurrence territoriale des grandes cultures, comme le soja ; 2) Les systèmes alimentaires, les marchés, l'organisation collective et les pratiques alimentaires : cette partie traite des marchés de producteurs et de proximité, des achats publics aux agriculteurs, des inégalités d'accès aux réseaux de supermarchés, du rôle des coopératives de commercialisation et de consommateurs dans la structuration des filières agro-alimentaires locales et des études sur les pratiques alimentaires.

Ce chapitre d'introduction à la problématique de l'ouvrage est organisé en trois parties : i) Les apports des approches des systèmes alimentaires à l'analyse des enjeux contemporains de la question agroalimentaire ; ii) Le cadre et les défis spécifiques à la question agroalimentaire au Brésil ; iii) les contributions méthodologiques, théoriques et empiriques des auteurs des différents chapitres.

1 Les approches par les systèmes alimentaires

Il existe plusieurs approches des systèmes alimentaires en termes conceptuels et méthodologiques qui varient selon les entrées et les aspects qu'elles entendent privilégier.

Certaines adoptent des démarches globales et intégrées, d'autres proposent une analyse systémique appliquée aux aliments et à l'alimentation. Considérons d'abord la définition pionnière de Louis Malassis (1994, p. 110) :

Un système alimentaire est un ensemble d'activités coordonnées qui permettent aux hommes de se nourrir. C'est aussi la manière dont les hommes s'organisent, en l'espace et le temps, pour obtenir et consommer de la nourriture.

Cette formulation repose sur la notion d'activité humaine afin d'assurer la satisfaction des besoins à partir de diverses variables explicatives des formats assumés par la production, l'accès et, dans une moindre mesure, la consommation des aliments, tout en considérant les dimensions de l'espace et du temps.

Rastoin et Ghersi (2010, p. 556) définissent le système alimentaire comme

[...] un réseau interdépendant d'acteurs (entreprises, institutions financières, organismes publics et privés), localisé dans un espace géographique donné (région, État, espace plurinational), et participant directe-

ment ou indirectement à la création de flux de biens et services orientés vers la satisfaction des besoins alimentaires d'un ou plusieurs groupes de consommateurs localement ou à l'extérieur de la zone considérée.

Ils ajoutent trois éléments clef : le rôle des réseaux d'acteurs dans la mise en forme des systèmes alimentaires, l'idée d'interdépendance et la relation avec des aires géographiques donnés.

Un système alimentaire peut être également défini comme les chaînes d'activités marchandes et non marchandes connectant la production, l'assemblage, le transport et le stockage, la transformation et les services, la distribution, préparation et consommation d'aliments, la gestion des déchets et ressources, les fournisseurs d'intrants (semences, fertilisants, emballage etc.) et les activités et institutions de régulation qui leur sont associées (FAO, 2002).

Ces définitions peuvent être rapportées à celle de « *food system* » (ou « *agri-food system* ») de la littérature anglo-saxonne. Goodman et Watts (1997, p. 36) définissent le « *food system* » comme « tous les processus impliqués dans l'alimentation d'une population, et notamment les intrants nécessaires et les extrants engendrés à chaque étape. Le système alimentaire fonctionne dans un contexte social, politique, économique et environnemental et est influencé par celui-ci¹ ».

Selon Fanzo et Davis (2021), les analyses en termes de systèmes alimentaires cherchent à dépasser les limites des approches sectorielles ou fragmentées, centrées sur l'étude des diverses étapes des filières agro-alimentaires : « *A food systems approach uses a holistic, comprehensive view of the entire system* » (Fanzo et Davis, 2021, p. 11). Il s'agit de prendre en compte ensemble des acteurs impliqués dans les différentes activités et la dynamique du système, ses influences, tensions et conflits, ses mécanismes de gouvernance et les impacts sociaux, économiques et environnementaux positifs ou négatifs produits par ces interactions.

Pour Gill *et al.* (2018, p. 4), « comme dans tout système, les aliments sont connectés à divers champs (politiques) incluant agriculture, environnement, énergie, santé, éducation, infrastructures et planification ». Ceci suppose de considérer les systèmes alimentaires comme étant multifonctionnels, multidimensionnels et multi-acteurs. L'application de l'analyse systémique au champ alimentaire permet de mettre en évidence les compromis et arbitrages, les conflits et les synergies entre différentes dimensions et activités, différents buts et projets (Parsons, Hawkes et Wells, 2019), à partir de l'apport de divers champs disciplinaires comme c'est le cas des auteurs des chapitres de cet ouvrage.

1. « *...all processes involved in feeding a population, and including input needed and output generated at each step. Food systems operate within and is influenced by social, political, economic and environmental context.* »

Les nouveaux défis posés à l'agriculture et à l'alimentation des populations ont également contribué à une requalification de la notion de système alimentaire. En plus de l'analyse des interactions entre les activités du système, il est apparu le besoin de qualifier ou de typifier des différentes configurations et dynamiques de ces systèmes. Un de ces mécanismes suppose la différenciation de la nature des biens ou des processus à l'origine des aliments, démarche qui peut s'associer à l'approche système comme à celle des filières.

C'est, par exemple, le cas de la différenciation des systèmes alimentaires selon les types de produits et processus de production proposée par Colonna, Fournier et Touzard (2013) : système agro-industriel (filières longues de la production à la consommation) système régional (petits et moyens producteurs intégrant des réseaux larges) ; système domestique (majorité de la production pour l'autoconsommation) ; système local (marché informel, artisanat, circuits courts) ; système alimentaire à qualification différenciée (agro écologique, biologique, sain). Dans le cas de circuits courts et de segments de marchés, cette approche permet à Morgan, Marsden et Murdoch (2006) d'associer chacune de ces cinq catégories à des mondes présentant des conventions spécifiques avec diverses combinaisons des différents systèmes selon les pays, régions ou localités.

Pour le H.L.P.E. (2017), dans les systèmes alimentaires modernes, la production est mondiale et les aliments proviennent de n'importe où et à n'importe quel moment, ce qui éloigne les consommateurs du lieu de production des aliments ; les systèmes logistiques modernes permettent aux aliments de circuler sur de longues distances et d'être stockés et conservés pendant de longues périodes moyennant le recours à divers intermédiaires (entreprises de logistique, grandes chaînes de supermarchés, restaurants) entre les producteurs et les consommateurs. De ce fait, les aliments transformés et ultra-transformés (en consommation croissante) sont facilement disponibles, souvent moins chers et plus pratiques à consommer. Ils sont proposés dans des zones d'accessibilité/consommation facile, formant des déserts ou des « marais » alimentaires. Une publicité intense encourage leur consommation et, malgré la présence de nombreuses informations sur les étiquettes et les emballages, celles-ci sont, en général, très difficiles à comprendre pour les consommateurs. Pour autant, et également à cause des conséquences sociales et environnementales, le H.L.P.E. (2017) note que les systèmes alimentaires modernes sont associés à l'abondance d'aliments qui augmentent les risques de surpoids, d'obésité et de maladies associées.

Hégémoniques, les systèmes alimentaires conventionnels, industriels, agro-industriels, modernes ou globaux — les qualitatifs sont divers — font l'objet d'intenses critiques et sont remises en cause (Piñeiro *et al.*, 2021 ; Preiss et Schneider, 2020 ; H.L.P.E., 2017, IPES-Food, 2016).

Comme le souligne IPES-Food (2016), bien qu'ils aient fourni de grandes quantités de produits alimentaires sur les marchés internationaux, les systèmes alimentaires industriels sont organisés à grande échelle, ils privilégient la quantité, la spécialité, l'utilisation intensive d'intrants chimiques, l'uniformité et produisent un ensemble d'effets négatifs : dégradation des terres, de l'eau et des écosystèmes ; fortes émissions de gaz à effet de serre ; perte de biodiversité ; malnutrition et maladies liées à l'alimentation. En outre,

[...] l'agriculture industrielle et les « systèmes alimentaires industriels » qui en découlent, entraînent une série de cercles vicieux. La structure même de ces systèmes ne bénéficie qu'à un nombre limité d'acteurs, renforçant leur pouvoir économique et politique et leur capacité à influencer la gouvernance des systèmes alimentaires — et dès lors, à faire obstacle à toute réforme d'ensemble. (IPES-Food, 2016, p. 4)

Face à ces considérations critiques, plusieurs interprétations et approches cherchent à proposer (voire à revendiquer) des systèmes alimentaires alternatifs valorisant la dimension spatiale ou territoriale, à commencer par la notion pionnière de « systèmes alimentaires localisés » (SYAL) inspirée des systèmes productifs localisés (Courlet, 2002). Un système agroalimentaire localisé (SYAL) est une organisation de production et de services associés par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique (Muchnik *et al.*, 2007). Les SYAL ont été initialement définis comme des ensembles

[...] d'organisations de production et de service (unités de production agricole, entreprises agroalimentaires, commerciales, de services, restauration) associées par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique. Le milieu, les produits, les hommes, leurs institutions, leurs savoir-faire, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations, se combinent dans un territoire pour produire une forme d'organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée. (CIRAD-SAR, 1996)

Selon Requier-Desjardins (2002 ; 2007), cette notion est proche de celle de *clusters*, les SYAL correspondant à une variante agroalimentaire du système productif local caractérisé par la qualification de l'origine territoriale et l'efficacité compétitive d'organisations territorialement ancrées. Au Brésil, cette démarche a donné lieu à la création du Réseau brésilien de systèmes agroalimentaires localisés avec un focus centré sur la valorisation des ressources locales à partir des relations entre les systèmes agroalimentaires et les territoires, et leurs contributions aux politiques publiques (<http://redesialbrasil.blogspot.com/>).

Pour José Muchnik (2006), les travaux plus anthropologiques centrés sur le « fait alimentaire » ont apporté un éclairage sur les SYAL, investissant l'ensemble des relations sociales et leurs liens avec les processus

biologiques : la composition et les caractéristiques des aliments, la santé du consommateur, son identité culturelle, la dynamique des territoires où il habite, ou encore l'évolution des productions et des producteurs agricoles. Pour cet auteur

[...] la nourriture lie les individus à un lieu, à une communauté. Elle participe à la construction des identités individuelles et collectives, car malgré la mobilité des hommes et la globalisation des enjeux socio-économiques, il faut toujours être et se sentir de quelque part pour agir et être reconnu. Les nourritures constituent des repères identificatoires essentiels dans ces processus, bases sensibles et mémorielles sur lesquelles se construisent nos diverses façons d'habiter le monde suivant diverses « modalités » du rapport à soi et à autrui. (Ortigue, 1989)

La notion de SYAL a également évolué et donné lieu à celle de « systèmes alimentaires territorialisés² » (SAT). Un SAT est « un ensemble cohérent et à gouvernance participative territoriale composé de filières agro-alimentaires durables localisées dans un espace géographique de dimension régionale » (Rastoin, 2015, p. 3). Bien qu'assez complet dans sa prise en compte de divers facteurs (ressources spécifiques, modes et processus de production, culture et formes de gouvernance), ce type d'ancrage valorise le développement des filières agroalimentaires existantes sur un territoire donné.

Lamine (2017, 2012) introduit la notion de « système agri-alimentaire territorial » afin de la différencier du système alimentaire « conventionnel » trop attaché à une filière (surtout dans le sens de *food system*) et de souligner les interactions agriculture/alimentation. La nuance est réelle même si difficile à traduire en termes de concepts. Le système « agri-alimentaire » est défini comme « un système sociotechnique que l'on peut définir comme englobant les agriculteurs, le conseil, la recherche, les acteurs de l'amont et de l'aval des filières, les politiques publiques et les instances de régulation, les consommateurs et la société civile » (Lamine, 2012, p. 139). Pour Lamine, l'interaction entre producteurs, consommateurs et autres acteurs est fondamentale pour penser, analyser et anticiper les transformations du système.

2. Le sigle SAT est utilisé aussi, pour certains auteurs, pour désigner des « systèmes agricoles traditionnels » qui renvoient à des systèmes très dynamiques développés par les populations locales, et « le terme "traditionnel" renvoie à une interrelation étroite entre territoire et société et non à un immobilisme ancré dans le passé » (Emperaire, 2015, p. 1). Dans cette conception, le qualificatif de « traditionnel » ne s'oppose pas à la modernité, bien au contraire, mais traduit la façon dont ces savoirs sont construits, dans un territoire donné (Carneiro da Cunha, 1999). Le terme Système agricole traditionnel se rapproche de celui « d'agricultures singulières » (Mollard, 2008, p. 14), qui sont étudiées non pas pour les « protéger à tout prix tel ou tel type d'agriculture mais plutôt de comprendre les principes qui les sous-tendent, de reconnaître la valeur des savoirs populaires et l'efficacité des modes de gestion paysanne, afin d'en tenir compte dans l'adaptation des modes d'agriculture traditionnels au monde moderne ».

La mise en regard des terrains et des collectifs étudiés suggère que les systèmes agri-alimentaires territoriaux se démarquent fondamentalement d'une logique de filière, non seulement parce que la qualification procède en mobilisant une plus large diversité d'acteurs, mais aussi parce qu'ils se construisent dans un ordre différent. En effet, dans plusieurs des cas, ce ne sont pas des producteurs qui se saisissent des enjeux de promotion de la qualité et de valorisation de produits locaux, mais d'autres acteurs, habituellement situés plus en aval des chaînes de production. L'intensité des relations entre une diversité d'acteurs, de même que la non-linéarité des interactions permettent une reformulation régulière des critères de qualité qui apparaît particulièrement pertinente vis-à-vis des enjeux d'adaptation aux milieux dans une perspective de changement climatique. (Lamine, 2017, p. 30)

Palm (2021) reprend cette notion au Brésil afin de déchiffrer les interdépendances et l'entremêlement des visions, de relations et de normes avec lesquels les agriculteurs doivent interagir (Lamine 2017). Cette différenciation entend élargir la gamme d'acteurs impliqués dans les processus de transition (alimentaire, agro écologique, etc.). Pour Palm, cette notion permet de souligner l'importance de différentes dimensions dans les processus de transition : production, connaissances, distribution, politiques publiques etc.

Pour chacune de ces dimensions, il est possible d'observer des arrangements hétérogènes qui impliquent des acteurs avec des pratiques, des conceptions sociales et des valeurs parfois distinctes, interagissant avec des artefacts matériels et organisationnels. (Palm, 2021, p. 11)

Cette approche repose sur la reconstruction de la trajectoire du système agri-alimentaire territorial, sur la caractérisation des pratiques transformatrices, des réseaux d'acteurs et d'objets mais surtout sur l'identification des arrangements et des interfaces critiques avec le système « conventionnel » dominant.

À des échelles plus larges (bien que liées aux territoires), la notion de système alimentaire durable est également apparue dans la littérature récente. Reprenant les débats sur la durabilité, issus de « Notre avenir commun » (Brundtland, 1986), le H.L.P.E. (2014, p. 29) a défini

[...] les systèmes alimentaires durables comme ceux qui assurent la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous sur la base de pratiques économiques, sociales et environnementales qui ne compromettent pas la sécurité alimentaire et nutritionnelle des générations futures.

S'inspirant également de cette référence, Blay-Palmer *et al.* (2020) définissent les systèmes alimentaires durables à leur interface avec les dimensions sociales, économiques et environnementales. Dans la dimension sociale, les systèmes alimentaires durables doivent inclure le droit à l'alimentation et garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la démocratie alimentaire, les pratiques de travail équitables, l'égalité des

sexes, les liens sociaux, l'autodétermination culturelle et les droits aux ressources naturelles (par exemple, l'accès à la terre). En ce qui concerne la dimension environnementale, ils doivent intégrer des méthodes de production écologiques qui reconnaissent l'importance de l'agroécologie, de la biodiversité et des ressources renouvelables ; protéger la qualité des sols, de l'eau et des autres ressources ; et travailler à la mise en place de systèmes alimentaires régénératifs en circuit fermé. Enfin, quant à la dimension économique, il est fondamental que les systèmes alimentaires durables soient construits sur la base du maintien d'activités économiques équitables, du renforcement des circuits courts, des réseaux alimentaires alternatifs, des coopératives, des communautés qui soutiennent l'agriculture et d'autres réseaux de collaboration. En outre, les auteurs soulignent que des mécanismes de gouvernance inclusifs, transparents, participatifs et démocratiques sont essentiels pour étayer ces trois dimensions des systèmes alimentaires durables (Blay-Palmer *et al.*, 2020).

Enfin, le système alimentaire d'un territoire donné peut comprendre différents sous-systèmes alimentaires qui sont plus ou moins basés sur des pratiques agricoles conventionnelles ou agro-écologiques, des agriculteurs familiaux et des entreprises artisanales ou des gros opérateurs, plus ou moins connectés aux marchés (international, régional, national, local), certifiés ou non. Dans certains cas, ces sous-systèmes alimentaires peuvent coexister, mais le plus souvent les pratiques agro écologiques et les autres pratiques sont interdépendantes et les sous-systèmes peuvent interagir ou même s'hybrider.

De fait, la globalisation n'a pas uniformisé les modes de production agricoles dans les territoires, en dépit de l'ample circulation des modèles (révolution verte, industrialisation, agroécologie) (Gasselin, 2021). La coexistence « fait référence à la multiplicité et au tout » (Edgar Morin *apud* Racaud, 2016) : elle renvoie également à la coexistence de systèmes pluriels d'activité et de résidence, qui résultent d'articulations complexes entre villes et campagnes (Cortes, 2016). Dans la plupart des territoires, en Europe comme au Brésil, divers systèmes alimentaires coexistent. On trouvera l'opposition entre des systèmes alimentaires globalisés où sont produits, échangés et consommés des matières premières ou des denrées standardisées, et des Systèmes alimentaires territorialisés ou Systèmes alimentaires durables. L'agroécologie est de plus en plus associée à la recherche de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des territoires. Elle contribue aussi à l'adaptation de la production agricole au changement climatique, à la durabilité sociale et au bien-être des populations locales.

S'intéresser à la coexistence et à la confrontation de modèles dans les territoires permet d'aller au-delà de la caractérisation de la diversité des formes d'agriculture et d'alimentation. Considérer une « situation de

coexistence » de modèles agricoles et alimentaires suppose de s'intéresser aux conditions de ces interactions (acteurs, scènes, moyens, objets et enjeux) et leurs effets à plusieurs échelles : des situations de coexistence s'avérant « vertueuses » à certaines d'échelles ne le sont plus à d'autres. Explorer ces situations de coexistence permet d'examiner les capacités d'innovation des systèmes agricoles et alimentaires, mais aussi à instruire les controverses sociotechniques par lesquelles les modèles agricoles s'affirment et s'opposent (Gasselin, 2021).

Toujours dans la perspective d'analyse de la coexistence entre différents systèmes alimentaires, Maluf (2021) propose une approche multi-échelle qui, contrairement à celles basées sur les pratiques agricoles, prend comme point de départ les produits alimentaires (aliments) et les manières dont ils sont appropriés et consommés par les individus. L'accès à l'alimentation dans les localités ou les territoires s'opère au travers de la coexistence d'une pluralité de systèmes alimentaires à différentes échelles et dynamiques, une coexistence qui implique des complémentarités, des tensions et des conflits. Renato Maluf propose de saisir cette configuration avec la notion de systèmes alimentaires décentralisés, qui correspondent aux

[...] modalités de production, de circulation et de consommation des aliments dans les localités, résultant du croisement de dynamiques systémiques aux niveaux local, national ou international, impliquant une diversité d'acteurs sociaux, de conflits et de processus décisionnels également multi-scalaires. (Maluf, 2021, p. 3)

De cette façon, l'approche articule la confluence des flux de biens aux significations distinctes et aux origines diverses, et des habitudes de consommation qui mélangent également les références, rendant plus complexe la compréhension de l'alimentation dans les localités et les territoires respectifs qui résultent de la coexistence des systèmes alimentaires. Une coexistence qui implique des acteurs, des conceptions et des stratégies qui font des localités et des territoires des espaces de manifestation des disputes pour le contrôle social de l'approvisionnement alimentaire caractérisées par Goodman *et al.* (2012).

2 Quelques défis posés par la réalité agroalimentaire contemporaine au Brésil

Le Brésil a été et est marqué par une structure agraire inégalitaire qui, au fil des siècles et des décennies, a reproduit une énorme inégalité dans les espaces ruraux et urbains et dans les dynamiques productives, économiques, sociales et alimentaires (Belik, 2015). Cette inégalité se manifeste par l'affrontement politique et institutionnel entre deux catégories

politiques : d'une part, l'agro-industrie (appelée également *agronegocio*, traduction locale d'*agrobusiness*) et, d'autre part, l'agriculture familiale (Bruno, 2016 ; Sauer, 2008). Alors que dans la sphère politique cette dualité s'exprime tantôt avec plus, tantôt avec moins d'institutionnalisation, dans les territoires cette dichotomie donne lieu à diverses formes de relation avec la terre, avec la nature et entre eux, qu'il s'agisse de coexistence, d'interdépendance ou de conflits féroces (Eloy *et al.*, 2020 ; Favareto, 2019 ; Bühler, Guibert et Oliveira, 2016).

Le secteur de l'agrobusiness est généralement associé aux systèmes alimentaires conventionnels, industriels, modernes ou mondiaux. Dynamisé dans les années soixante-dix-quatre-vingts par la formation de complexes agro-industriels, et surtout dans les années deux mille par le boom international des matières premières, ce secteur englobe différentes formes d'agriculture entrepreneuriale, qui peuvent se manifester, entre autres, dans des dynamiques financières et spéculatives nationales ou internationales. Il peut correspondre à de grandes propriétés qui adoptent des pratiques prédatrices des ressources naturelles, associées à l'accaparement des terres et aux conflits agraires, mais également à de grandes et moyennes propriétés, productrices de *commodities* et sensibles aux exigences environnementales du marché international, en particulier dans le domaine de l'élevage (Pompeia, 2021 ; Bühler, Guibert et Oliveira, 2016). En dépit de cette diversité, les pratiques agricoles extensives ou conventionnelles à forte intensité d'intrants chimiques prévalent. Elles s'étendent sur les biomes brésiliens, transformant les forêts, les paysages ou les pâturages naturels en zones de production agricole (Delgado, 2012). Associée à des circuits de production et de consommation longs, cette forme de production est généralement orientée vers les marchés internationaux, avec peu ou pas de valeur ajoutée (soja, viande, canne à sucre, café, coton, oranges, etc.), ou vers l'industrie alimentaire nationale et multinationale.

Articulant une grande diversité de situations sociales et de modalités technico-économiques, l'agriculture familiale peut être liée à des systèmes alimentaires conventionnels, industriels, modernes ou globaux ou bien insérée dans des systèmes alimentaires alternatifs, qu'ils soient localisés, durables ou, plus souvent, traditionnels (Schneider, 2006). L'agriculture familiale a été reconnue politiquement et institutionnellement comme une catégorie sociale différenciée au milieu des années quatre-vingt-dix et renforcée dans les années deux mille. Elle regroupe cependant des pratiques agricoles diverses : production conventionnelle avec utilisation intensive d'intrants ; pratiques agroécologiques renforcées à partir de la critique des modèles de production conventionnels ; pratiques liées aux modes de vie spécifiques des communautés traditionnelles et à des pratiques extractives de gestion durable des biomes de

la forêt littorale ou amazonienne, de *caatinga* semi-aride ou de savanes des *Cerrados*. Une grande diversité d'aliments locaux et régionaux émergent de ces pratiques et systèmes de production différenciés, souvent destinés à des circuits courts mais également à des dynamiques nationales ou internationales. De plus en plus, que ce soit parmi les universitaires, les organisations représentatives de cette catégorie sociale ou les mouvements sociaux, il existe un intérêt et une demande croissante pour construire et favoriser des pratiques plus durables et des relations plus étroites et plus directes avec les consommateurs urbains (Gazolla et Schneider, 2017). Plusieurs instruments de valorisation et de distinction, différentes modalités et formes d'organisation (coopératives de production et de consommation, groupes de consommateurs, communautés de soutien à l'agriculture-CSA, etc.) et des marchés différenciés (foires, marchés publics, points de commercialisation de l'agriculture familiale, restaurants, etc.) sont mobilisés afin de rapprocher la campagne de la ville et les agriculteurs des consommateurs.

Au cours des années deux mille, dans un contexte d'élection d'un gouvernement progressiste, de réchauffement du marché international des matières premières et de croissance économique du pays, les deux catégories d'agriculture ont bénéficié d'un soutien important de la part des politiques publiques de l'État Fédéral ou des états fédérés. Le soutien en termes d'infrastructures, de crédit rural, d'incitations fiscales et d'assouplissements de la législation (foncière, environnementale ou du travail) a été fondamental pour rétablir une « économie agroalimentaire » (Delgado, 2012) et positionner le pays dans le commerce international des matières premières (Pereira-Leite, 2015). À son tour, l'émergence de politiques publiques visant à stimuler la production et la commercialisation et le soutien en termes de bien-être, d'infrastructures et de structuration des territoires ont été fondamentales pour rendre visible la diversité de l'agriculture familiale, reconnaître l'identité et contribuer à la génération de revenus, à l'amélioration des conditions de vie et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Grisa et Schneider, 2015).

Bien que marquées par des inégalités, des conflits, des difficultés de coordination au sein de chaque secteur, ces politiques publiques ont été fondamentales dans la transformation du Brésil rural durant les années deux mille. Plusieurs indicateurs de revenus, sociaux et de sécurité alimentaire sont illustratifs en ce sens, et l'annonce d'une nouvelle classe moyenne dans les campagnes en 2012 est emblématique (Neri, Melo et Monte, 2012).

Les transformations vécues dans les zones rurales ont également eu des répercussions et ont convergé avec les changements des indicateurs socio-économiques et alimentaires dans les espaces urbains. Pour le sujet de ce livre, deux séries d'indicateurs se distinguent. D'une part, en 2014,

le Brésil a quitté la carte de la faim de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ayant moins de 5 % de sa population dans cette condition (França, Marques et Del Grossi, 2016). Tout au long des années deux mille, le pays a réussi à progresser dans la promotion de la sécurité alimentaire : en 2004, 35,2 % de la population brésilienne était en situation d'insécurité alimentaire, 9,5 % en situation d'insécurité alimentaire sévère et, en 2013, ces chiffres ont été réduits respectivement à 22,9 % et 4,2 % (Réseau PENSSAN, 2021). D'autre part, reflétant l'avancée des systèmes alimentaires industriels et modernes, l'obésité chez les adultes de plus de 20 ans a plus que doublé entre 2003 et 2019, passant de 12,2 % à 26,8 % (I.B.G.E., 2020). En outre, 60,3 % de la population âgée de 18 ans et plus était en surpoids (I.B.G.E., 2020).

Depuis 2013, les crises économiques et politiques ont ouvert un espace pour le retour des valeurs conservatrices et néolibérales dans la société et la politique brésiliennes. Les changements politiques de 2016 et 2018 ont modifié les relations de pouvoir dans la société brésilienne ainsi que le rôle de l'État et des politiques publiques. La dualité politique et institutionnelle qui se manifestait par la coexistence de deux ministères (Développement agricole et agriculture — Élevage) a été démantelée et les représentants du secteur de l'agrobusiness et des systèmes alimentaires industriels ont renforcé leur pouvoir, leur influence et leur hégémonie au sein de l'État (Grisa et Niederle, 2021).

Profitant d'une nouvelle configuration dans les luttes politiques, notamment depuis le début du gouvernement Jair Bolsonaro, ces acteurs de l'agrobusiness ont questionné sur les plans politiques et symboliques l'importance et le traitement des spécificités et de la diversité de l'agriculture familiale. Sur la base d'interprétations productivistes de l'agriculture et du rural, ils ont mobilisé différentes stratégies et moyens pour démanteler les politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale, de l'agroécologie, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'environnement (Sabourin *et al.*, 2020). Ils ont obtenu l'extinction d'institutions et de programmes, la réduction des ressources financières et du public bénéficiaire, la modification des objectifs et des réglementations afin d'orienter les politiques publiques vers de nouveaux intérêts ; l'assouplissement des réglementations environnementales et du travail en sont quelques exemples (Sabourin *et al.*, 2020).

Ces secteurs conservateurs ont changé la façon dont les politiques publiques sont élaborées. Les représentants de l'agrobusiness ont commencé à participer au processus de décision des politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale au détriment du dialogue avec la diversité des organisations de cette catégorie sociale. La plupart des espaces de participation sociale et de suivi des politiques publiques ont été supprimés (Conseil national du développement rural durable, Conseil natio-

nal de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Commission nationale de l'agroécologie et de la production biologique).

Ces changements ont modifié des indicateurs socio-économiques et alimentaires. Les données de l'enquête sur le budget des ménages 2017-2018 (I.B.G.E., 2019) montraient déjà le retour de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à des niveaux supérieurs à ceux mesurés en 2004. En 2017-2018, 36,6 % de la population se trouvait en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et 5,8 % connaissait la faim (I.B.G.E., 2019).

La pandémie de Covid-19 est venue aggraver ce panorama en provoquant la paralysie de diverses activités économiques, le chômage, des difficultés de commercialisation et de revenus pour les agriculteurs familiaux. Avec la dégradation des conditions sanitaires et socio-économiques de divers groupes sociaux, elle a cependant mis en évidence l'importance d'une alimentation saine. Elle aurait pu, à ce titre, constituer un « moment critique » (Mahoney, 2001) pour mettre en débat la dynamique des systèmes alimentaires et repositionner le rôle de l'État dans le développement brésilien et dans la construction de systèmes alimentaires durables. Cependant, la continuité des politiques néolibérales, l'omission de l'État dans le traitement de la pandémie, l'augmentation de la valeur des produits de base sur les marchés internationaux, la dévaluation de la monnaie nationale et la croissance de l'inflation ont encore aggravé les crises économique, sociale, politique et alimentaire du pays. Pour illustrer ce scénario, les données du réseau PENSSAN (2021) indiquent qu'en décembre 2020, 55,2 % de la population brésilienne était en situation d'insécurité alimentaire, 9 % d'entre elle souffrait de la faim. En outre, Galindo *et al.* (2021) soulignent qu'une proportion significative de ménages brésiliens a réduit la consommation d'aliments essentiels à une diète saine : 44 % ont réduit la consommation de viande et 41 % la consommation de fruits.

Le démantèlement des politiques publiques nationales d'agriculture familiale, d'agroécologie et de sécurité alimentaire et l'aggravation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays ont déclenché au moins deux « contre-mouvements ». D'une part, il s'agit des actions des gouvernements des états fédérés, des municipalités et des communautés de communes pour la promotion de l'agriculture familiale, de l'agro-écologie et de la sécurité alimentaire qui ont acquis visibilité et reconnaissance (Grisa, Ávila et Cabral, 2021 ; Sabourin *et al.*, 2019). On peut citer les exemples des politiques locales en matière d'agroécologie et d'agriculture biologique, en faveur des peuples et des communautés traditionnelles, des programmes d'achats publics d'aliments à l'agriculture familiale, de la construction de nouveaux marchés et d'espaces de vente spécifiques à cette catégorie et des politiques d'accès à l'alimentation saine. Le débat international croissant sur le rôle des villes et des gouvernements

locaux pour la construction et la mise en œuvre de politiques alimentaires (bien que peu relayé voire combattu par les espaces du gouvernement fédéral) contribue également à ce mouvement (Fages et Bricas, 2017 ; IPES-Food, 2017). Ce processus est lié à l'intensification de l'urbanisation, de l'imbrication des questions alimentaires, environnementales et sociales dans les territoires et aux opportunités qu'offre le niveau local et régional pour l'articulation des acteurs et des secteurs en faveur de la construction de politiques alimentaires intégrées.

D'autre part, face aux omissions ou aux insuffisances des actions gouvernementales fédérales, on peut observer un activisme alimentaire croissant des organisations de la société civile pour la construction de pratiques pour la justice et l'équité alimentaires. Citons en particulier : la formation de divers réseaux de distribution alimentaire solidaire pour les populations vulnérables, la création de cuisines solidaires ou communautaires par des mouvements sociaux tels que le Mouvement des travailleurs sans toit, la croissance des marchés numériques pour l'agriculture familiale et le renforcement des circuits courts de production et de consommation visant à relocaliser l'alimentation dans les territoires (Teixeira, 2021 ; Niederle, Schneider et Cassol, 2021 ; Cabral et Schmitt, 2020). Bien qu'il ne soit pas en mesure de résoudre l'ampleur des problèmes alimentaires (qui exigent des réponses structurelles de la part de l'État fédéral), l'activisme de ces expériences contribue à mettre en débat les dynamiques des systèmes alimentaires dans la perspective de construction de dynamiques plus saines, plus inclusives et plus durables.

Ainsi, les défis des systèmes alimentaires au Brésil s'inscrivent dans la persistance de problèmes historiques, qui s'intensifient et reviennent sur le devant de l'agenda public avec l'aggravation des crises économiques, sociales, politiques et le renforcement des coalitions politiques conservatrices, néolibérales et, plus récemment, autoritaires. Cet héritage historique concerne la concentration des terres, la dégradation des ressources environnementales, la déprédation de la biodiversité, la violence contre les groupes sociaux traditionnels, la persistance de la faim et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la reproduction des inégalités sociales dans les zones rurales et urbaines. De nouveaux enjeux alimentaires et environnementaux demandant des réponses urgentes et intégrées se manifestent avec plus d'intensité : la surcharge pondérale et l'obésité, le changement climatique, l'urbanisation et la fragilité des approvisionnements alimentaires. Face aux menaces aggravées que font peser l'hégémonie des systèmes alimentaires conventionnels, industriels et mondialisés, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la durabilité des générations actuelles et futures passeront, plus que jamais, par la construction de systèmes alimentaires alternatifs.

3 Les contributions méthodologiques, théoriques et méthodologiques de l'ouvrage

L'ouvrage est divisé en deux grandes parties. La première traite des éléments d'analyse des systèmes alimentaires dans les territoires. La seconde examine les relations entre les différentes stratégies de marché, les dynamiques d'organisation collective et les pratiques alimentaires. Les dix chapitres, s'appuient sur des études de cas dans différents contextes et situations au Brésil, en cherchant à renouveler les contributions méthodologiques, théoriques et/ou empiriques.

3.1 Systèmes alimentaires et analyse des dynamiques territoriales

Ludivine Eloy, Valdemar Wesz Junior et Eve-Anne Bühler proposent d'illustrer la coexistence des systèmes agro-alimentaires et leur dimension transfrontalière par l'analyse socio-spatiale de l'expansion de l'agro-business du soja entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay. Même si récente et rapide, l'expansion du modèle agroindustriel du soja repose sur des modes de production standardisés et des rapports de pouvoir asymétriques hérités de l'époque coloniale. Elle relève de dynamiques spatiales hétérogènes, imprévisibles voire concurrentes et de rapports sociaux complexes, faits de négociations, d'alliances et de production de savoirs, révélant une diversité d'acteurs et de pratiques. Les auteurs proposent une approche méthodologique associant l'analyse de l'accès et de l'appropriation des ressources naturelles, de la diversité des acteurs et des interfaces entre les espaces cultivés en soja et leurs marges. Pour examiner ces interactions, ils défendent une approche multi site, multi-niveaux et interdisciplinaire qui se concentre sur la diversité des logiques opératoires sur un territoire.

Karina Kato, Nelson Giordano Delgado et Jorge Romano analysent la résilience des systèmes alimentaires locaux liés à la production familiale au Nordeste du Brésil (Paraíba) dans le territoire semi-aride de la Borborema. Ils examinent l'alternance entre dynamiques de territorialisation et de déterritorialisation, en grande partie liées à l'émergence, la stagnation et enfin l'abandon des politiques de développement territorial par le gouvernement fédéral. À partir des principales composantes des processus de territorialisation et de déterritorialisation, les auteurs montrent comment la pandémie a créé de nouveaux défis et de nouvelles opportunités pour la continuité des processus de construction sociale du territoire.

Andréia Tecchio, Letícia Andrea Chechi, Leonardo Moura de Souza, Giovana Paulo Giombelli, Ademir Antonio Cazella et Valdete Boni analysent le processus et les effets de la création et diffusion de la marque « saveur coloniale » portée par les agriculteurs familiaux de l'ouest de

l'État de Santa Catarina, à travers la promotion par la politique de développement territorial de petites agro-industries rurales. À partir de l'approche théorico-méthodologique du Panier de biens et services territorialisés (P.B.S.T.), les auteurs examinent les initiatives qui intègrent les acteurs territoriaux dans l'offre articulée de biens et de services de qualité ayant pour pilier la spécification des ressources territoriales.

Giovanna Giombelli, Valdete Boni, Andréia Tecchio, Ademir Antonio Cazella, Fábio Luiz Búriço et Marcelo Conterato examinent la construction de la gouvernance des systèmes alimentaires à travers la mise en œuvre de politiques de développement territorial et de coopératives de crédit agricole dans la région de l'ouest de l'État de Santa Catarina. À partir de l'approche théorico-méthodologique du Panier de biens et services territorialisés (P.B.S.T.), les auteurs analysent la branche financière de la coopérative comme un agent de développement qui articule acteurs publics, privé et associatifs afin de promouvoir des systèmes alimentaires territorialisés durables.

3.2 Les systèmes alimentaires, les marchés et l'organisation collective

Emilia Jornalinis et Renato S. Maluf proposent une analyse socio-spatiale des réseaux de supermarchés à Rio de Janeiro et examinent les inégalités d'accès à une alimentation diversifiée et de qualité à des prix abordables pour la majorité de la population. Les auteurs adoptent une méthode d'analyse qui intègre les supermarchés dans le cadre plus large des systèmes alimentaires par une approche multi-scalaire. Ils considèrent que l'approvisionnement et l'accès à la nourriture dans les quartiers et districts de Rio de Janeiro reposent sur la coexistence de systèmes alimentaires de différentes amplitudes (internationale, nationale et locale-territoriale). Celle-ci se manifeste avant tout dans la capacité des supermarchés à centraliser des flux de catégories de produits très diverses. Par contre, l'expansion hégémonique des grandes chaînes de supermarchés nationales et internationales n'a pas éliminé les autres formes de commercialisation de produits alimentaires telles que le commerce de détail dit traditionnel ou les réseaux municipaux et régionaux.

Natalia Brasil et Sergio Schneider proposent une approche méthodologique de la notion de marché ancrés (*nested market*) à partir de références issues de la littérature et de l'insertion de leur équipe dans des programmes de recherche internationaux, mais avec le souci de l'applicabilité de la proposition théorique à la réalité brésilienne. Pour les auteurs, les marchés ancrés se constituent et fonctionnent dans un espace physique d'échange dans lequel se produit l'interaction entre les institutions et les mécanismes de gouvernance qui caractérisent le territoire. À partir de l'examen de plusieurs dimensions telles que la spécificité, la connectivité, la multifonctionnalité, la gouvernance et l'infrastructure socio-matérielle, les auteurs analysent les formes et la structure de ces marchés.

Camila Lago Braga et Catia Grisa examinent et questionnent la durabilité des programmes d'achats publics d'aliments destinés aux restaurants universitaires de la ville de São Luiz du Maranhão. La méthodologie repose sur l'analyse, à partir de plusieurs indicateurs, de cinq dimensions de la durabilité : économique, environnementale, socioculturelle, politique (la démocratie alimentaire) et enfin la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les auteures proposent ainsi une approche adaptée au contexte brésilien pour mesurer la contribution des achats publics d'aliments à la promotion de systèmes alimentaires durables.

Silvia A. Zimmermann, Dirceu Basso, Régis da Cunha Belem, Valdemar João Wesz Junior et Pietra Regina de Oliveira Vacarin appliquent le cadre des systèmes alimentaires localisés à la caractérisation des dynamiques alimentaires de proximité transfrontalière à travers l'étude du cas des marchés de producteurs à la triple frontière Argentine, Brésil et Paraguay. La recherche caractérise les similitudes et spécificités entre les marchés de producteurs de la région. Elle examine les opportunités et difficultés rencontrées par les agriculteurs familiaux pour commercialiser leurs produits dans ces espaces, ainsi que les défis et les potentialités liés à ce type de circuit court. Les auteurs partent de l'approche systémique pour penser la circulation des aliments et réfléchir à la dynamique de ce territoire, en considérant que les frontières politico-administratives déterminent la circulation quotidienne des personnes et des aliments entre les trois communes étudiées.

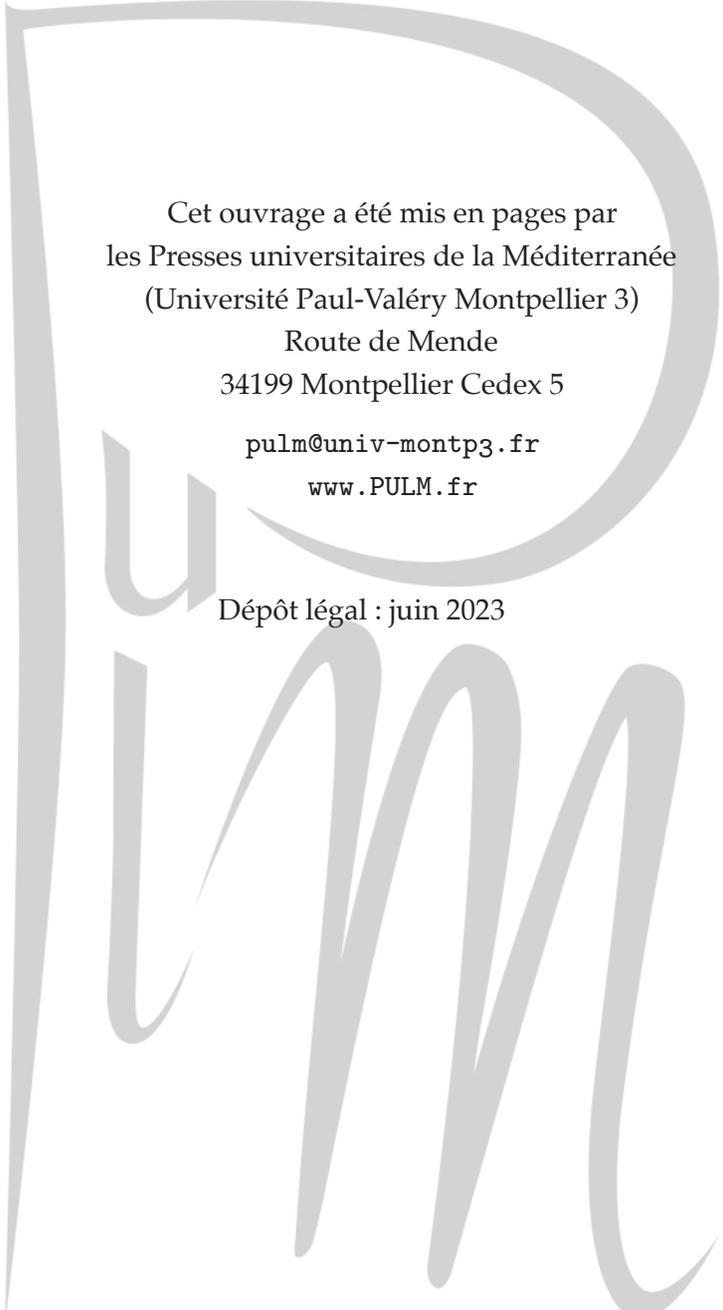
Marcos Catelli Rocha, Fabio Luiz Búrigo, Anderson Romão, Ademir Antonio Cazella et Adevan da Silva Pugas examinent la montée en puissance et la durabilité des systèmes alimentaires localisés à partir des processus de collaboration et intégration entre coopératives dans l'État de Santa Catarina. À partir du cas du Système de coopératives de crédit à interaction solidaire (Cresol), en particulier la coopérative Cresol Vale Europeu (C.V.E.), les auteurs analysent la manière dont les politiques de crédit rural ont été gérées ces dernières années. Ils mettent en évidence, d'une part, un décalage avec la croissance des systèmes de production agro-écologiques et d'agriculture biologique et, d'autre part, les changements de pratiques de consommation alimentaire de la population urbaine dans la zone d'influence de cette coopérative.

Finalement, Maycon N. Schubert, Paulo A. Niederle, Luiza M. Tavares, Viviane Carrion Castanho et Samile Andrea de Souza Vanz présentent l'utilisation de la théorie des pratiques sociales dans les études sur l'alimentation. Ils explicitent la façon dont le « tournant praxéologique » se pose dans ce domaine d'études. Basée sur une méthode d'analyse bibliométrique, ce chapitre met en évidence les principaux auteurs et concepts mobilisés, les articles et revues de référence et certains réseaux de collaboration entre chercheurs.

« Territoires en mutation »

TITRES DÉJÀ PARUS DANS LA MÊME COLLECTION

- Héritages sportifs et dynamiques patrimoniales*, sous la direction de Jean-François LOUDCHER, André SUCHET et Pauline SOULIER, 2022.
- Vin et architecture dans l'ancien Languedoc-Roussillon* (2 tomes), Dominique GANIBENC, 2021.
- Produire de l'autonomie. Ethnologie d'un projet de recherche et développement agronomique et participatif au Cameroun*, Anna CARBONNEL, 2021.
- Action publique, dynamiques sociales et pauvreté*, sous la direction de Philippe BONNAL, Geneviève CORTES, Nelson GIORDANO DELGADO, Sergio PEREIRA LEITE, Christian PONCET et Éric SABOURIN, 2019.
- Les communs, un nouveau regard sur l'économie sociale et solidaire?* Cyrille FERRATON, Delphine VALLADE, 2019.
- Les sentiers du développement, de l'art à la manière*, Karim KADIR, Marème NIANG NDIAYE, Anaïs TROUSSELLE, 2017.
- Géopolitique des frontières de la Pologne. Les effets de l'adhésion à l'Union européenne et leurs origines historiques*, Quentin MACKRÉ, 2017.
- Production et circulation des normes pour l'action territoriale*, sous la direction de Philippe BONNAL, Pascal CHEVALIER, Marc DEDEIRE et Jean-Michel SOURISSEAU, 2016.
- Pratiques cynégétiques, transformation territoriales et régulations sociales. Vers une gestion concertée des populations de sangliers dans le Sud de la France*, Jean-Claude RAYNAL, 2009.
- Imaginaire, territoires, sociétés. Contribution à un déploiement transdisciplinaire de la géographie sociale*, sous la direction de Laurent VIALA et Stéphane VILLEPONToux, 2007.



Cet ouvrage a été mis en pages par
les Presses universitaires de la Méditerranée
(Université Paul-Valéry Montpellier 3)

Route de Mende
34199 Montpellier Cedex 5

pulm@univ-montp3.fr

www.PULM.fr

Dépôt légal : juin 2023

